



Ukraine - MH17 : Le drame aérien incite à de nouveaux jugements

Par [Robert Parry](#)

Mondialisation.ca, 23 juillet 2014

[Consortiumnews.com](#)

Région : [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Le président Obama et les « anti-diplomates » du département d'État expriment une vive colère contre la Russie après l'écrasement du vol 17 de la Malaysia Airlines dans l'espace ukrainien. Néanmoins, des analystes américains du renseignement doutent d'un scénario populaire du type « c'est la faute des Russes ».

Malgré les doutes internes à la communauté de renseignement US, le gouvernement Obama et les médias nationaux américains continuent d'accuser les rebelles ukrainiens et le gouvernement russe d'avoir tiré sur l'appareil de la *Malaysia Airlines*. Situation semblable à celle de l'été dernier concernant l'attaque au gaz sarin toujours non élucidée en Syrie.

Dans les deux cas, plutôt que de laisser une délégation d'experts indépendants enquêter, le très agressif département d'État du président Obama et les principaux médias US ont simplement décidé de désigner leurs opposants dans ces deux crises – Bachar el-Assad en Syrie et le président russe Vladimir Poutine en Ukraine – comme les coupables. Pourtant, certains analystes du renseignement US ont exprimé leur désaccord par rapport à cette sagesse conventionnelle instantanée.

Concernant la destruction de l'appareil malaisien jeudi, j'ai été informé que plusieurs analystes de la CIA se référant à des photos de reconnaissance satellite usaméricaine suggèrent que le missile anti-aérien qui a détruit le vol 17 a été tiré par des troupes ukrainiennes à partir d'une batterie gouvernementale, et non par des rebelles prorusses en lutte contre le régime de Kiev depuis le départ du Président Viktor Ianoukovitch le 22 février.

Selon une source informée des résultats provisoires, les soldats aux commandes de cette batterie semblent porter des uniformes ukrainiens et pourraient avoir été en état d'ébriété, considérant ce qui ressemble à des bouteilles de bière dispersées sur le site. Mais la source a précisé que ces informations ne sont pas complètes et qu'on ne peut de fait pas écarter une responsabilité de la part des rebelles.

Une information contraire a été donnée par le *Washington Post* et d'autres médias US. Samedi, le *Post* a rapporté que « *vendredi, les responsables usaméricains ont déclaré qu'une évaluation des renseignements préliminaires indiquait que l'avion a été détruit par un missile SA-11 sol-air tiré par les séparatistes.* » Mais l'objectivité de l'administration Obama, qui a fermement soutenu le régime de coup d'État, est en cause ainsi que les raisons précises de ses affirmations.

Même avant les évènements du 22 février, des responsables seniors de l'administration, incluant l'assistante au secrétariat d'État Victoria Nuland et l'ambassadeur d'Ukraine Geoffrey Pyatt, encourageaient ouvertement les manifestants recherchant le renversement de Ianoukovitch. Nuland est allée jusqu'à distribuer des cookies aux manifestants et discuter avec Pyatt qui devait être nommé après le départ de Ianoukovitch.

Après que Ianoukovitch et les membres de son gouvernement s'enfuirent devant la foule des contestataires et les attaques des militants néo-nazi, le département d'État US a rapidement déclaré « *légitime* » le nouveau gouvernement et s'est félicité de la nomination du favori de Nuland, Arseniy Iatsenyouk, comme nouveau premier ministre.

À fur et à mesure que se déroulent les événements, l'administration Obama a toujours pris le parti du régime de Kiev et à enfoncer Moscou, y compris pendant la sécession de la Crimée en vue de rejoindre la Russie et lors des attentats sanglants visant la minorité russe à Odessa et ailleurs.

Et, depuis jeudi, quand le vol de la Malaisie a été abattu tuant 298 personnes, le gouvernement ukrainien et l'administration Obama ont désigné du doigt les rebelles et le gouvernement russe, sans même attendre les résultats d'une enquête sérieuse qui ne commence que maintenant.

Un des arguments de l'administration US a été que le système de missiles anti-avions BOUK, qui a apparemment été utilisée pour abattre l'avion, était « *de fabrication russe* ». Mais cet argument est plutôt ridicule puisque presque toutes les armes militaires ukrainiennes sont de « *fabrication Russe* ». L'Ukraine, après tout, faisait partie de l'Union soviétique jusqu'en 1991 et a continué à utiliser du matériel militaire principalement russe.

On n'a pas plus expliqué pourquoi le gouvernement américain pouvait affirmer que le missile était un SA-11 alors qu'il existe d'autres versions du système de missiles BOUK.

Une analyse orientée [ou biaisée]

Pratiquement tout ce que les responsables américains ont dit semble conçu dans le but de porter les soupçons sur les Russes et les rebelles – et de dédouaner les forces gouvernementales. Se référant à plusieurs reprises à la sophistication du missile SA-11, l'ambassadeur américaine des Nations Unies Samantha Power a déclaré « *Nous ne pouvons pas exclure l'assistance technique russe* ». Mais cette formule signifie implicitement que l'administration ne peut pas l'exclure non plus.

Pourtant, en lisant entre les lignes des comptes rendus de la presse américaine, on peut discerner les lacunes relatives à l'influence russe supposée dans la tragédie de jeudi. Par exemple, Craig Whitlock du *Post* [a rapporté](#) que le général de l'*Air Force* Philip M. Breedlove, commandant américain des forces de l'OTAN en Europe, a déclaré le mois dernier que « *Nous n'avons pas encore vu de véhicules [russes] de défense aérienne à proximité de la frontière* ».

Étant donné l'ampleur de ces systèmes de missiles BOUK et le fait qu'ils doivent être transportés sur des camions, il serait difficile de les soustraire à la surveillance aérienne intensive des États-Unis d'Amérique sur la frontière entre l'Ukraine et la Russie au cours des derniers mois.

Le *Post* a signalé que « *le contre-amiral John Kirby, le secrétaire de presse du Pentagone, a*

indiqué que les responsables de la défense ne pouvaient pas apporter de preuves précises qu'un système de missile SA-11 sol-air avait été transporté de la Russie en Ukraine orientale ».

En d'autres termes, le mystère n'est toujours pas résolu. Il se peut que les rebelles – face aux bombardements intensifs de l'armée de l'air ukrainienne – ont demandé aux Russes de leur fournir des armes anti-aériennes plus perfectionnées que les missiles lancés à l'épaule que les rebelles ont utilisés jusqu'à présent pour abattre des avions militaires ukrainiens.

Il est possible, aussi, qu'un détachement rebelle ait pris l'avion civil pour un avion militaire ou même que quelqu'un dans l'armée russe ait lancé la fusée fatidique sur l'avion à partir de l'espace aérien russe.

Mais le gouvernement russe et les rebelles contestent tous deux ces scénarios. Les rebelles disent qu'ils n'ont pas de missiles qui peuvent atteindre l'altitude de 10 000 mètres où se situait l'avion de la *Malaysia Airlines*. Outre leur non-participation à la tragédie, les Russes affirment que l'armée ukrainienne dispose de systèmes antiaériens BOUK en Ukraine orientale et que le radar d'une batterie était actif le jour de l'accident.

Le Ministère de la Défense russe a déclaré que « *L'équipement russe a détecté le 17 juillet l'activité d'un radar Koupol, déployé au sein d'une batterie BOUK-M1 près de Styla* [un village à quelque 30 kilomètres au sud de Donetsk] », selon [un rapport de la chaîne RT](#).

Ainsi, il n'est pas exclu qu'une unité militaire ukrainienne – peut-être un groupe mal supervisé – ait tiré le missile intentionnellement ou par accident. Pourquoi l'armée ukrainienne aurait-elle intentionnellement visé un avion volant vers l'est, vers la Russie reste cependant un élément difficile à comprendre.

Propagande répétée ?

Mais peut-être la question la plus importante est que le gouvernement Obama et le corps de presse des États-Unis devraient arrêter de porter des jugements trop hâtifs. C'est comme s'ils étaient obsédés à tenir un rôle dans la « *guerre de l'information* » – c'est-à-dire à justifier les hostilités contre des nations adversaires – plutôt que d'informer de façon responsable le peuple usaméricain.

Nous avons vu ce phénomène en 2002-03, lorsque la quasi-totalité du corps de presse de Washington grimpa à bord du train de propagande du président George W. Bush dans sa guerre d'agression contre l'Irak. Ce schéma s'est en partie répété l'été dernier quand on s'est précipité pour porter un jugement dans l'affaire de l'attaque au gaz sarin dans la banlieue de Damas, en Syrie, le 21 août.

Bien que les preuves fussent incertaines, il y avait une forte tendance à supposer que le gouvernement Assad était derrière l'attaque. Tout en accusant l'armée syrienne, la presse usaméricaine a ignoré la possibilité que l'attaque puisse avoir été une provocation perpétrée par les rebelles djihadistes radicaux qui espéraient que la puissance aérienne des États-Unis d'Amérique pourrait changer le cours de la guerre en leur faveur.

Plutôt que de soigneusement étudier les preuves complexes, le Département d'État et le secrétaire d'État John Kerry ont essayé de pousser le président Obama à décider rapidement de bombarder des cibles gouvernementales syriennes. Kerry a prononcé un discours belliqueux le 30 août et l'administration a publié ce qu'elle a appelé une

« *évaluation gouvernementale* » censée prouver les accusations.

Mais ce document de quatre pages ne contenait aucune preuve tangible de ces accusations et il est vite devenu évident que le rapport avait exclu des opinions divergentes que certains analystes du renseignement US auraient jointes à un document plus formel établi par la communauté du renseignement.

Malgré l'hystérie guerrière de responsables à Washington, le président Obama a rejeté la guerre au dernier moment et – avec l'aide du président russe Vladimir Poutine – a été en mesure de négocier un règlement de la crise dans laquelle Assad a rendu les armes chimiques de la Syrie tout en niant être impliqué dans l'attaque au gaz sarin.

La presse grand public des États-Unis, en particulier le *New York Times*, et certaines organisations non gouvernementales, telles que *Human Rights Watch*, ont continué de pousser le thème de la culpabilité du gouvernement syrien. *HRW* et le *Times* ont fait équipe pour une histoire importante qui visait à montrer les trajectoires de vol des deux missiles de sarin en charge le routage vers une base militaire syrienne loin 9,5 km.

Pendant un moment, ce rapport a été traité comme la preuve indéniable contre Assad, jusqu'à ce qu'il soit avéré qu'une seule des roquettes contenait du sarin et sa portée maximale n'était que d'environ deux kilomètres.

Bien qu'il ait eu conscience des lacunes dans ces dossiers, le président Obama a soutenu les faucons du département d'État quand il a lu un discours à l'Assemblée générale des Nations-Unies le 24 septembre, dans lequel il a déclaré : « *C'est une insulte à la raison humaine et à la légitimité de cette institution de suggérer que quelqu'un d'autre que le régime Assad puisse être responsable de cette attaque* ».

En se penchant sur le discours d'Obama, j'ai été frappé par sa désinvolture lorsqu'il a menti. Il savait mieux que presque tout le monde que certains de ses analystes des services de renseignements [doutaient de la culpabilité](#) du gouvernement syrien. Pourtant, il a suggéré que toute personne qui n'était pas partisan de la guerre était folle.

Depuis, le journaliste d'investigation Seymour Hersh [a révélé d'autres éléments de preuve](#) indiquant que l'attaque au gaz sarin aurait en effet pu avoir été provoquée par les rebelles afin de pousser Obama de l'autre côté de la '*ligne rouge*' qu'il avait tracée : il ne pouvait tolérer l'utilisation d'armes chimiques.

Maintenant, nous assistons à une répétition dans laquelle Obama comprend les doutes sur l'identité de qui a tiré le missile qui a abattu l'avion de ligne malaisien, mais repousse les soupçons d'une manière propre à attiser l'animosité envers la Russie et le président Poutine.

Obama peut penser que c'est une stratégie intelligente parce qu'il montre une posture forte quand beaucoup de ses ennemis politiques le dépeignent comme faible. Il se protège lui-même en quelque sorte dans le cas où les rebelles russes ethniques ou l'armée russe seraient responsables de la tragédie. Il peut se justifier en ayant été de l'avant en faisant les accusations.

Mais il est dangereux de créer d'une hystérie collective envers une Russie qui possède l'arme nucléaire. Comme nous l'avons déjà vu en Ukraine, les événements peuvent échapper à tout contrôle de façon imprévisible.

La secrétaire adjointe Nuland et les autres faucons du département d'État ont probablement pensé qu'ils construisaient leur carrière en encourageant le coup d'État du 22 février - et ils pourraient bien avoir raison, tout du moins pour ce qui est de leur l'avancement dans la hiérarchie à Washington. Mais ils ont aussi déterré la hache de guerre (depuis longtemps enterrée) entre les Ukrainiens 'ethniquement purs' à l'ouest et les Russes ethniques dans l'est.

Ces tensions - nombreuses et remontant à la Seconde Guerre mondiale et même avant - sont devenues des haines inextinguibles avec des centaines de morts des deux côtés. La méchante petite guerre civile ukrainienne a également rendu possible l'horreur de jeudi.

Mais d'encore plus grandes calamités pourraient se produire si les 'anti-diplomates' du département d'État réussissent à rallumer la guerre froide. L'écrasement du vol 17 de la *Malaysian Airlines* devrait nous servir d'avertissement quant aux dangers de la surenchère internationale.

Robert Parry

Original : « [Airline Horror Spurs New Rush to Judgment](#) », 19 juillet 2014.

Traduit de l'anglais par Vincent pour : www.les-crises.fr

Voir également en anglais du même auteur :



[Is the U.S. Withholding Evidence that Ukrainian Troops Shot Down MH17? What Did US Spy Satellites See in Ukraine?](#), 22 juillet 2014

*Robert Parry est journaliste d'investigation. Il a démenti beaucoup d'histoires de l'Iran-Contras (Irangate) pour The Associated Press et Newsweek au cours des années 1980. Vous pouvez acheter son nouveau livre, le *America's Stolen Narrative*, imprimé [ici](#) ou comme un [livre électronique](#). Pour un temps limité, vous pouvez aussi commander la trilogie de Robert Parry sur « la Famille de Bush » et ses connexions aux employés de droite différents. La trilogie inclut le « *America's Stolen Narrative* ». Pour les détails sur cette offre, [cliquer ici](#).*

La source originale de cet article est Consortiumnews.com

Copyright © [Robert Parry](#), Consortiumnews.com, 2014

Articles Par : [Robert Parry](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca